



PROJET 2027 · RÉUSSIR ENSEMBLE

Des solutions pour l'avenir de notre jeunesse

Lycées, Parcoursup, professeurs, financement : document de travail

Trente-six ans après 1990, les mêmes revendications. Nos réponses, chiffrées et financées.

Projet 2027 est la rédaction d'un programme pour la présidentielle 2027. Open source, ce programme est mis à disposition de tous les candidats à la présidentielle.

Philippe Agnelli

Président d'Élysée Conseils
Octobre 2026

Sommaire

AVANT-PROPOS Le mot du président

SYNTHÈSE Nos propositions en un coup d'œil

INTRODUCTION Pouvoir enfin flécher l'impôt

CHAPITRE 1 Prendre les lycéens au sérieux, c'est la moindre des choses

CHAPITRE 2 L'éducation est un investissement, pas une charge

CHAPITRE 3 Parcoursup : réformer plutôt que casser

CHAPITRE 4 Tout le monde n'a pas vocation à faire bac+5

CHAPITRE 5 Des lycées et des écoles dignes, un financement fléché

CHAPITRE 6 Une réserve d'enseignants, ouverte aux retraités et aux citoyens

CHAPITRE 7 Autonomie et gouvernance de long terme

CHAPITRE 8 S'inspirer de ce qui marche

QUESTIONS FRÉQUENTES Les objections, et nos réponses

CONCLUSION Rendre l'avenir à nos enfants

ANNEXE Glossaire et bibliographie



AVANT-PROPOS

Le mot du président

À l'automne 1990, j'étais lycéen et j'ai manifesté. J'étais alors au lycée technique des Eucalyptus, à Nice, avant de rejoindre l'IUT informatique. Je ne garde pas le souvenir de conditions particulièrement difficiles, mais les revendications étaient bien là : des locaux vétustes, des classes surchargées, des professeurs absents. Le mouvement, parti de Seine-Saint-Denis, avait gagné toute la France et obtenu 4,5 milliards de francs de l'État.¹

Trente-six ans plus tard, en octobre 2026, les lycéens sont de nouveau dans la rue, avec les mêmes mots. Une seule chose a changé : nos politiciens professionnels ont obtenu les mandats qu'ils voulaient, en promettant aux électeurs ce qu'ils n'ont jamais fait.

Je suis père de deux enfants, l'un au lycée, l'autre au collège. À la rentrée, il manquait des professeurs dans leurs établissements comme dans ceux de leurs amis. Plutôt que d'attendre que l'État règle le problème à ma place, j'ai demandé à devenir professeur remplaçant de technologie. Ma candidature a été validée le 5 septembre 2026, quelques semaines avant les premiers blocages. J'ai enseigné quand j'étais plus jeune, et j'aimais cela : c'est même pour devenir enseignant à l'université que j'avais commencé un doctorat. La vie m'a mené ailleurs, mais je suis convaincu que beaucoup de citoyens ont quelque chose à transmettre à l'école.

Mon neveu a 14 ans. Il est entré en CAP cuisine, parce que c'est sa passion. Je trouve qu'il faut encourager ces choix. Tout le monde n'est pas scolaire, tout le monde ne souhaite pas passer cinq ans sur les bancs d'une université, et le pays a besoin de ces métiers.

Un pays qui n'investit pas dans sa jeunesse n'a aucun avenir. Ce document de travail développe, chapitre par chapitre, les solutions présentées dans notre billet d'octobre 2026. Elles sont chiffrées, et nous disons comment les financer.

Bonne lecture.

Philippe Agnelli, président d'Élysée Conseils

¹Encyclopædia Universalis, « France. Déblocage de crédits pour les lycéens, 4-23 novembre 1990 ». Le mouvement, parti des lycées de Seine-Saint-Denis, a réuni plus de 100 000 manifestants à Paris à la mi-novembre 1990.



SYNTHÈSE

Nos propositions en un coup d'œil

Ce document de travail accompagne le billet « Octobre 2026 — Des solutions pour l'avenir de notre jeunesse ». Il reprend les huit chapitres du billet, précédés d'une introduction sur le fléchage de l'impôt, et en détaille le constat, les chiffres, les mécanismes et le financement.

Les propositions, chapitre par chapitre

Ch.	Proposition	Coût ou rendement
Intro	Modifier la LOLF pour pouvoir flécher tout ou partie d'un impôt vers une dépense votée et contrôlée	Coût nul (réforme de procédure)
1	Écouter les lycéens et traiter leurs revendications comme un programme de travail	Voir chapitres 5 et 6
2	Classer en investissement le budget de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, hors retraites	Coût nul (présentation budgétaire)
3	Parcoursup : vœux classés, transparence des places et des chances, quotas de boursiers appliqués au fil de la procédure	Coût faible ; environ 9 800 boursiers admis en plus
4	Revaloriser l'image des métiers manuels et techniques ; s'appuyer sur les voies professionnelles qui réussissent	Chiffrage partiel
5	Financer lycées, collèges puis universités par la fin progressive de l'abattement de 10 % des retraités ; taxe d'habitation pour les écoles	≈ 1,2 Md€ la 1re année, 5,4 Md€ par an à terme
6	Réserve d'enseignants vacataires de droit public, ouverte aux retraités et aux citoyens formés	Chiffrage partiel (exemple en heures)
7	Établissements et rectorats autonomes, loi de programmation, ministre stable, fins de carrière progressives	Coût nul à court terme
8	Observer, évaluer et généraliser les initiatives qui réussissent	Selon les évaluations

Source : Élysée Conseils ; rendements : gouvernement (budget 2027) et IPP (Note n° 129) ; boursiers : IPP (Note n° 130).



CONVICTION

« Un pays qui n'investit pas dans sa jeunesse n'a aucun avenir. »

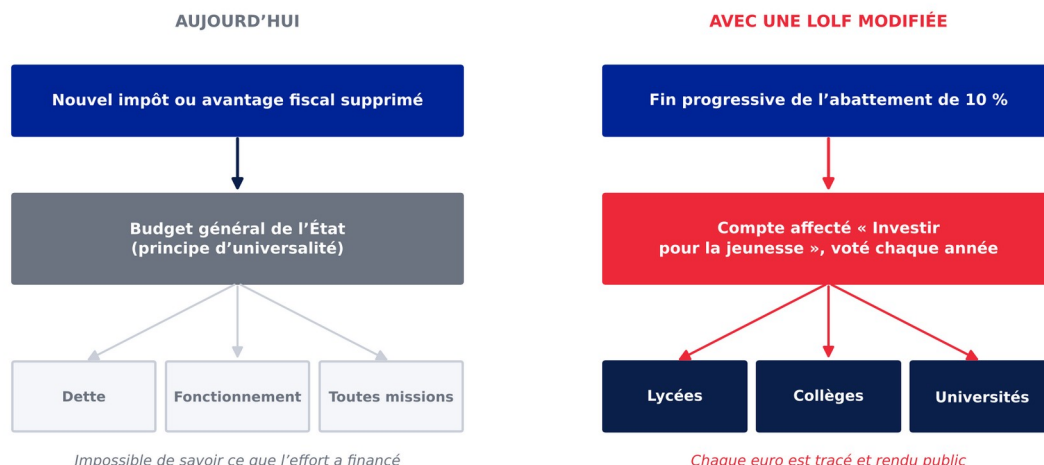


INTRODUCTION

Pouvoir enfin flécher l'impôt

Aujourd'hui l'impôt se perd, demain il arrive à destination

Schéma de principe, non chiffré : un impôt versé au budget général et un impôt fléché par la loi de finances



Source : Élysée Conseils, d'après la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1er août 2001.

L'ESSENTIEL

Aujourd'hui, un impôt nouveau se fond dans le budget général : personne ne sait ce qu'il finance.

Nous proposons de modifier la LOLF pour affecter tout ou partie d'un impôt à une dépense précise, votée et contrôlée.

C'est la condition du consentement : les Français acceptent l'effort quand ils savent ce qu'il finance.

Le constat : l'impôt sans destination

Chaque fois qu'on demande un effort aux Français, la même question revient : où ira l'argent ? Aujourd'hui, la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) interdit en principe d'affecter une recette à une dépense. Toutes les recettes de l'État financent indistinctement toutes ses dépenses au sein du budget général : c'est le principe d'universalité.² L'impôt nouveau se perd dans la masse, et l'argent tombe dans le tonneau des Danaïdes.³

La règle a une justification : éviter que chaque administration ne se constitue une recette propre, à l'abri des arbitrages du Parlement. Mais elle a un coût politique devenu considérable. Une contribution présentée comme destinée à un objectif précis finit, dès l'année suivante, dans le budget général ; le contribuable le sait, et il ne croit plus aux promesses de fléchage. Le consentement à l'impôt s'érode, pas le consentement à l'effort.

La LOLF connaît pourtant des exceptions : les budgets annexes et les comptes spéciaux, en particulier les comptes d'affectation spéciale, qui retracent des opérations financées par des recettes particulières

²Assemblée nationale, réponse du ministre de l'Éducation nationale à la question écrite n° 50304, *Journal officiel* du 25 novembre 1991 : le fonds de rénovation des lycées était doté de 4 milliards de francs, dont 2 milliards de crédits inscrits en loi de finances rectificative pour 1990 et 2 milliards de prêts bonifiés, mis à disposition des régions.

³AFP, « Les revendications des lycéens : des moyens supplémentaires à la suppression de Parcoursup », 1er octobre 2026, citant une enquête du SNES-FSU, premier syndicat des enseignants du second degré.

en relation directe avec les dépenses concernées. Le compte « Pensions » en est l'exemple le plus connu. Le principe n'est donc pas absolu ; il est simplement réservé à quelques cas techniques.

La proposition : un fléchage lisible et contrôlé

Nous proposons de modifier la LOLF pour permettre au Parlement d'affecter tout ou partie du produit d'un impôt à une politique publique déterminée, dans un compte dédié, voté chaque année et rendu public. Une révision de la Constitution n'est pas nécessaire : la règle relève de la loi organique.

- **Une affectation votée** : la loi de finances fixe la ressource, la part affectée et la durée.
- **Un compte dédié** : les dépenses financées sont retracées à l'euro près, sans possibilité de basculer vers le budget général.
- **Un rapport annuel** : le Parlement et les citoyens savent ce qui a été financé, et avec quels résultats.
- **Une durée limitée** : l'affectation est revue à son terme, pour éviter les rentes budgétaires.

C'est ce mécanisme qui permet, au chapitre 5, de financer la rénovation des lycées par la fin de l'abattement de 10 % des retraités sans craindre que la recette ne disparaisse dans le budget général l'année suivante.

Aujourd'hui et avec la réforme

	Aujourd'hui	Avec la LOLF modifiée
Destination de l'impôt	Budget général, indistinctement	Compte affecté, voté par le Parlement
Contrôle	Global, par mission	À l'euro près, par opération
Durée	Illimitée	Fixée par la loi, revue à son terme
Information du public	Faible	Rapport annuel publié

Source : Élysée Conseils, d'après la LOLF.



LA PROPOSITION

Modifier la loi organique relative aux lois de finances pour permettre d'affecter tout ou partie d'un impôt à une dépense précise, dans un compte dédié, voté, contrôlé et limité dans le temps.

CHAPITRE 1



Prendre les lycéens au sérieux, c'est la moindre des choses

Trente-six ans plus tard, les mêmes revendications

Deux mobilisations lycéennes nées des conditions d'études, 1990 et 2026



Sources : Encyclopædia Universalis ; Assemblée nationale, question écrite n° 50304 (1991) ; INA ; AFP et franceinfo, octobre 2026.

53 %

des collèges et lycées publics avec un professeur manquant à la rentrée 2026 (SNES-FSU)

400 à 500

lycées aux cours suspendus le 5 octobre 2026, sur 3 700

× 1,9

jours d'absences longues non remplacées, 2018-2019 à 2024-2025

L'ESSENTIEL

Les revendications lycéennes de 2026 sont pragmatiques et raisonnables : des professeurs remplacés, des classes moins chargées, des bâtiments décentes.

Ce sont, presque mot pour mot, celles de 1990.

Le problème n'a jamais été le diagnostic, mais la constance de l'action publique.

Des revendications pragmatiques et raisonnables

Les revendications des lycéens de 2026 sont connues. Elles sont pragmatiques et raisonnables : des professeurs remplacés, des classes moins chargées, des bâtiments décentes, des emplois du temps tenables et un Parcoursup moins angoissant. À la rentrée, il manquait au moins un professeur dans 53 % des collèges et lycées publics, selon une enquête du SNES-FSU.⁴ Le 5 octobre, les cours étaient totalement ou partiellement suspendus dans 400 à 500 établissements, sur les 3 700 lycées du pays.⁵

Ce ne sont pas des slogans contre une réforme, comme lors d'autres mobilisations lycéennes. Ce sont des demandes de moyens pour étudier. Elles méritent mieux qu'une gestion de crise : elles méritent une réponse durable.

⁴franceinfo, « Manifestations, grève, blocages... Que faut-il attendre de "l'acte 3" de la mobilisation lycéenne et étudiante ? », octobre 2026.

⁵La Cour des comptes, *Le temps d'enseignement perdu par les élèves au collège*, rapport public thématique, décembre 2025. La Cour des comptes y recommande de renforcer la prévention des risques psychosociaux et d'assouplir la gestion des ressources humaines pour attirer et fidéliser les enseignants.

Le remplacement, première source de colère

Les absences longues non remplacées ont presque doublé

Jours d'absence de longue durée non remplacés dans le second degré public

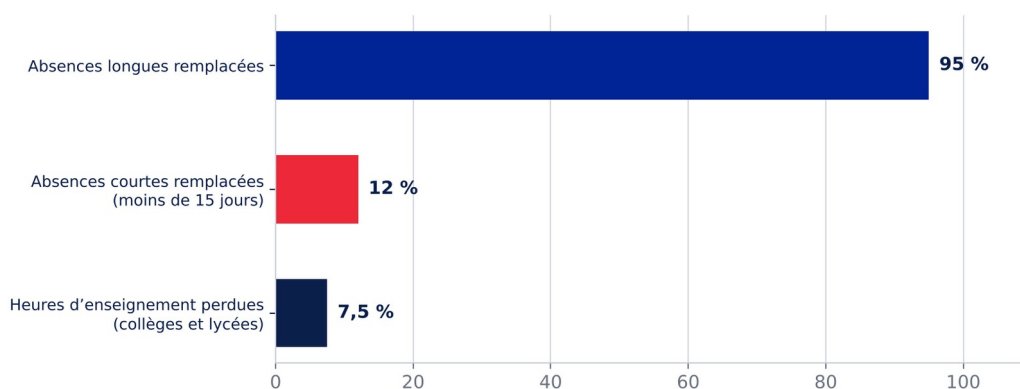


Source : rapport du sénateur Olivier Paccaud, cité par L'Étudiant, 6 octobre 2026.

Le non-remplacement des professeurs absents est la revendication la plus concrète. Dans le second degré public, les jours d'absences de longue durée non remplacés sont passés de 491 479 en 2018-2019 à 949 493 en 2024-2025 : ils ont presque doublé en six ans.⁶ Sur l'année 2024-2025, 7,5 % des heures d'enseignement ont été perdues dans les collèges et lycées, et jusqu'à 14 % dans les établissements les plus touchés.

Une absence courte sur dix seulement est remplacée

Second degré public : taux de remplacement selon la durée de l'absence (2024-2025) et heures perdues



Sources : Cour des comptes, « Le temps d'enseignement perdu par les élèves au collège », décembre 2025 ; ministère, données de performance ; L'Étudiant, octobre 2026.

La Cour des comptes a chiffré le phénomène pour le collège : en 2023-2024, 10,3 millions d'heures d'enseignement n'ont pas été assurées dans les collèges publics, soit 9 % des heures dues.⁷ Les absences longues sont remplacées à 95 %, mais les absences de moins de quinze jours ne le sont qu'à environ 12 %. Les crédits consacrés au remplacement ont pourtant augmenté de 52 % depuis 2018 dans le second degré public, sans baisse significative du temps perdu. Ce n'est donc pas seulement une question d'argent : c'est une question d'organisation et de viviers.

⁶Olivier Paccaud, sénateur de l'Oise, auteur d'un rapport sénatorial sur le remplacement des enseignants, cité par L'Étudiant, « Mouvement lycéen : le nombre d'heures de cours non remplacées a presque doublé en six ans », 6 octobre 2026.

⁷Loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF), article 6 (principe d'universalité : toutes les recettes financent toutes les dépenses au sein du budget général) et article 21 (comptes d'affectation spéciale, qui retracent des opérations financées par des recettes particulières en relation directe avec les dépenses concernées).

LE CHIFFRE

10,3 millions d'heures de cours n'ont pas été assurées dans les collèges publics en 2023-2024, soit **9 %** des heures dues (Cour des comptes).

1990-2026 : le même diagnostic, trente-six ans plus tard

En 1990 déjà, le gouvernement avait débloqué un plan d'urgence de 4,5 milliards de francs pour les lycées. Le fonds de rénovation des lycées, doté de 4 milliards de francs, avait été mis à la disposition des régions : 2 milliards de crédits budgétaires et 2 milliards de prêts bonifiés.⁸ C'est exactement le mécanisme que nous proposons : l'État apporte une ressource, les régions, responsables des lycées, la mettent en œuvre.

Les revendications lycéennes, 1990 et 2026

Thème	Automne 1990	Octobre 2026
Bâtiments	Locaux vétustes	Bâtiments délabrés
Professeurs	Manque de professeurs	Professeurs non remplacés
Encadrement	Manque de surveillants	Manque d'infirmières et de personnels éducatifs
Classes	Classes surchargées	Classes de 30 à 35 élèves
Orientation	—	Pression de Parcoursup
Réponse	Plan d'urgence de 4,5 milliards de francs	Plan d'action annoncé sur le remplacement

Source : Encyclopædia Universalis ; INA ; AFP et JDD, octobre 2026.

Le diagnostic était posé il y a trente-six ans. Ce qui a manqué ensuite, c'est la constance. Les plans d'urgence se succèdent au rythme des mobilisations, puis l'attention retombe. Nous proposons au contraire de traiter ces revendications comme un programme de travail, avec des moyens fléchés (chapitre 5), une réserve de remplaçants (chapitre 6) et une gouvernance stable (chapitre 7).

LA PROPOSITION

Prendre les lycéens au sérieux : recevoir leurs représentants, publier chaque année, par académie, les heures perdues et le taux de remplacement, et engager un plan pluriannuel plutôt qu'un énième plan d'urgence.

⁸Maria Guadalupe (INSEAD), Xavier Jaravel (London School of Economics), Thomas Philippon (université de New York) et David Sraer (université de Berkeley), membres du Conseil d'analyse économique, *Cap sur le capital humain pour renouer avec la croissance de la productivité*, Les notes du CAE n° 75, septembre 2022. Les auteurs estiment le manque à gagner lié au décrochage de la productivité française à environ 140 milliards d'euros de PIB en 2019.

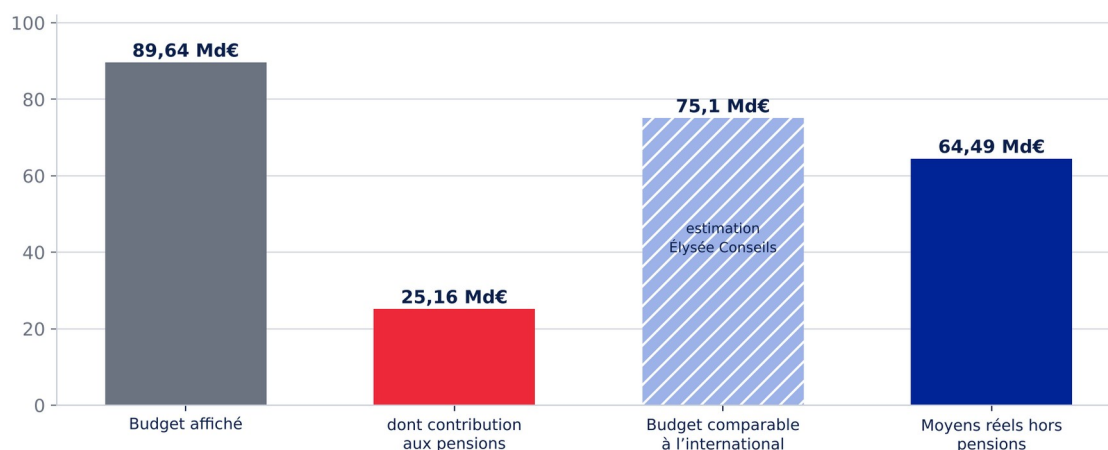


CHAPITRE 2

L'éducation est un investissement, pas une charge

Le budget affiché n'est pas le budget de l'école

Mission « Enseignement scolaire », loi de finances 2026, en milliards d'euros



Sources : loi de finances 2026 ; taux de contribution employeur au CAS Pensions 2026 (82,28 %) ; estimation Élysée Conseils (méthode IPP, taux normatif ≈ 34,7 %).

64,5 Md€

moyens réels de l'école en 2026, hors pensions

456 et 458

scores PISA 2025 en lecture et en mathématiques, plus bas historiques

+ 0,2 point

de croissance par an pour + 10 points en mathématiques (CAE)



L'ESSENTIEL

Le budget de l'école affiche 89,6 Md€, mais 25,2 Md€ financent les pensions de l'État.

Les compétences des élèves déterminent la croissance future : chaque point perdu à PISA se paie en richesse nationale.

Nous proposons de classer l'éducation et la recherche, hors retraites, en dépense d'investissement.

Trois budgets pour une même école

En 2026, la mission « Enseignement scolaire » affiche 89,64 Md€. Mais 25,16 Md€ correspondent à la contribution de l'État au financement des pensions de ses agents, à un taux de 82,28 % du traitement. Les moyens réellement disponibles pour les élèves sont de 64,49 Md€. Retraité selon une méthode comparable à celle des autres pays, le budget de l'école serait d'environ 75,1 Md€.⁹

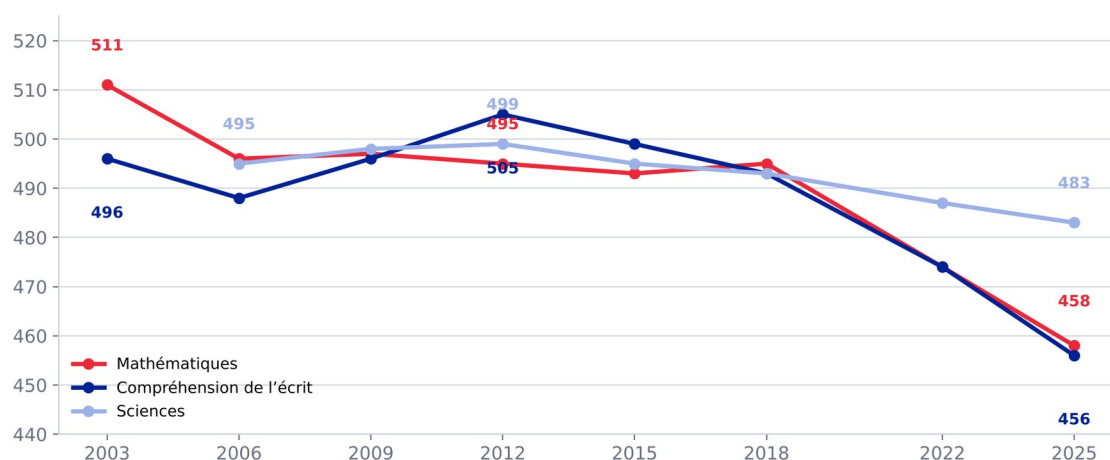
Cette distinction n'est pas comptable : elle change le débat. Quand on compare la France aux autres pays avec le budget affiché, elle paraît bien dotée ; quand on retire la surcotisation de retraite, elle rentre dans le rang. Nous présentons donc toujours le budget de l'éducation hors contribution aux pensions.

⁹DEPP, Notes d'Information n° 26.39 (culture scientifique) et n° 26.40 (compréhension de l'écrit et culture mathématique), PISA 2025, septembre 2026.

Des compétences en chute libre

Les élèves de 15 ans n'ont jamais été aussi faibles

France, score moyen aux tests PISA de l'OCDE, 2003-2025



Sources : OCDE-PISA ; DEPP, Notes d'Information 26.39 et 26.40, septembre 2026. Valeurs indiquées pour 2003, 2012 et 2025.

Aux tests PISA 2025, les élèves français de 15 ans obtiennent 456 points en compréhension de l'écrit et 458 en mathématiques : leurs plus bas niveaux depuis la création de l'enquête.¹⁰ En mathématiques, après douze ans de plateau autour de 495 points, la France a perdu 37 points en deux cycles. Un tiers des élèves sont sous le seuil de lecture fonctionnelle, et la part des très performants en mathématiques est passée de 15 % en 2003 à 5 %.

Le contraste est frappant avec l'enseignement supérieur de recherche : quatre établissements français figurent parmi les 100 premiers mondiaux du classement de Shanghai 2026, dont l'Université Paris-Saclay à la 13e place, et la France compte 27 établissements classés.¹¹ L'élite tient, la base s'effondre.

À SAVOIR · PISA ET SHANGHAI NE MESURENT PAS LA MÊME CHOSE

PISA évalue, tous les trois ou quatre ans, les compétences de tous les élèves de 15 ans. Le classement de Shanghai classe les universités selon leur production de recherche (publications, prix Nobel, chercheurs les plus cités). Les deux ne se contredisent pas : l'un mesure la base, l'autre le sommet.

Pourquoi c'est un investissement

Le Conseil d'analyse économique a montré que les compétences, en particulier mathématiques, jouent un rôle prépondérant dans la croissance de la productivité. Selon ses estimations, une hausse de 10 points des compétences en mathématiques, comparable au redressement allemand après le « choc PISA » des années 2000, accroîtrait la croissance annuelle par habitant d'environ 0,2 point.¹² À l'inverse, le décrochage de la productivité française coûterait déjà environ 140 milliards d'euros de PIB par an, soit de l'ordre de 65 milliards de recettes fiscales.

¹⁰ ShanghaiRanking Consultancy, *Academic Ranking of World Universities 2026*, publié le 15 août 2026 ; synthèse de Campus France, « Classement de Shanghai 2026 : la France dans le Top 10 mondial ».

¹¹ Loi de finances pour 2026, mission « Enseignement scolaire » ; taux de contribution employeur au compte d'affectation spéciale « Pensions » de 82,28 % en 2026. Le budget comparable à l'international (≈ 75,1 Md€) est une estimation d'Élysée Conseils, selon la méthode de l'Institut des politiques publiques (taux normatif d'environ 34,7 %), détaillée dans notre dossier *L'école de la République — État des lieux 2026*.

¹² David Gale (1921-2008), professeur à l'université de Californie à Berkeley, et Lloyd Shapley (1923-2016), professeur à l'université de Californie à Los Angeles, « College Admissions and the Stability of Marriage », *American Mathematical Monthly*, vol. 69, 1962. Le prix Nobel d'économie 2012 a été attribué à Lloyd Shapley et à Alvin Roth, professeur à l'université Stanford, pour la théorie des appariements stables et sa mise en pratique.

Une dépense qui produit des effets pendant quarante ans de vie active n'est pas une dépense de fonctionnement. C'est un investissement, au même titre qu'une route ou une centrale. Le présenter comme tel change la manière dont on l'arbitre : on ne rabote pas un investissement pour boucler un budget annuel.

Ce que change le classement en investissement

	Aujourd'hui	Avec la réforme
Présentation	Budget global, pensions comprises	Budget hors pensions, classé en investissement
Comparaison internationale	Faussée par la surcotisation de retraite	Sur une base comparable
Arbitrage annuel	Variable d'ajustement	Trajectoire pluriannuelle protégée
Évaluation	Moyens engagés	Résultats obtenus (compétences, insertion)

Source : Élysée Conseils.



LA PROPOSITION

Classer en dépense d'investissement le budget de l'Éducation nationale et celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, **hors retraites**, et le présenter chaque année avec ses résultats.



CONVICTION

« Une école qui ne forme plus que ses meilleurs élèves a renoncé à sa mission. »

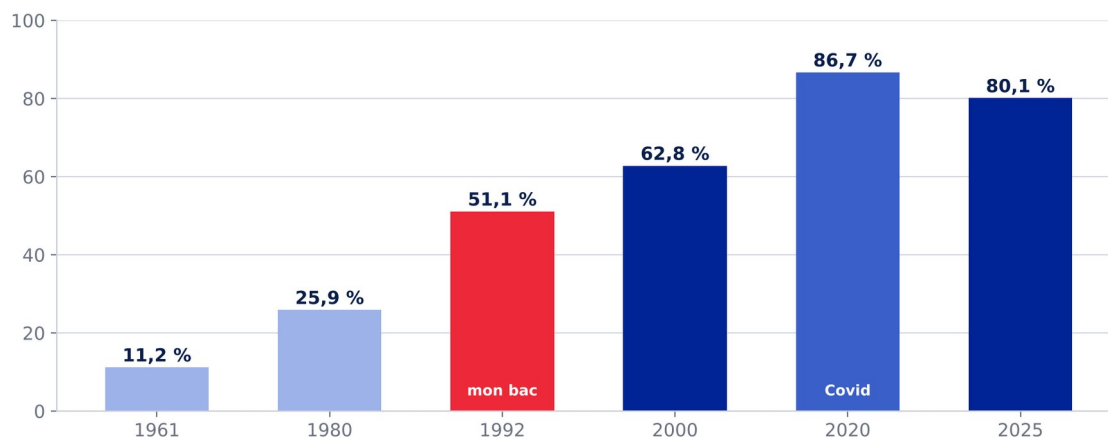


CHAPITRE 3

Parcoursup : réformer plutôt que casser

Quatre fois plus de bacheliers qu'en 1980

Part d'une génération titulaire du baccalauréat, en %



Sources : DEPP, rétrospective du baccalauréat 1960-2004 ; Insee, France, portrait social ; DEPP, Note d'Information 26.05 (session 2025).

886 585

candidats sur Parcoursup en 2024

21 414

formations, pour environ 523 000 places

68 %

seulement des quotas de boursiers atteints



L'ESSENTIEL

En 2018, Parcoursup a supprimé le tirage au sort, mais aussi le classement des vœux : la procédure s'étire sur des mois.

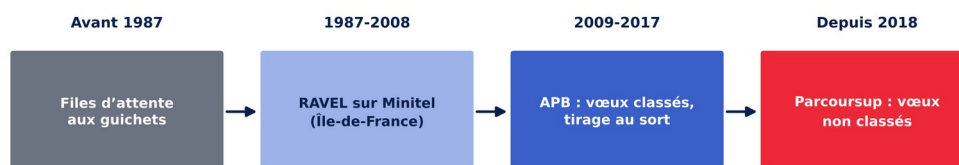
Le bac est réussi par plus de neuf candidats sur dix : le tri s'est déplacé vers Parcoursup.

Trois réformes peu coûteuses : vœux classés, transparence, quotas de boursiers appliqués au fil de la procédure.

De la file d'attente à l'algorithme

De la file d'attente à l'algorithme

Comment on s'inscrit dans l'enseignement supérieur depuis les années 1980



En 2018, la fin du tirage au sort s'est accompagnée de la fin du classement des vœux : la procédure s'étire sur des mois.

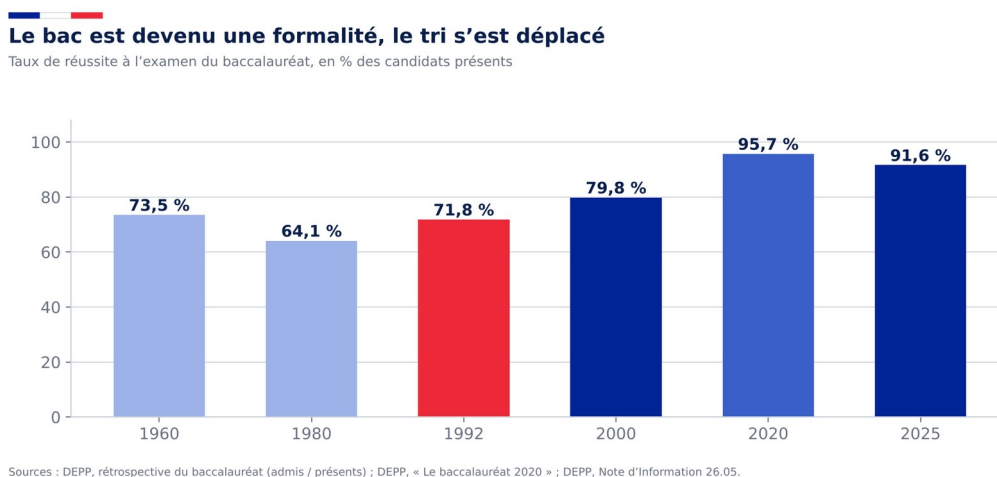
Sources : Wikipédia (RAVEL) ; loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 (loi ORE) ; IPP, Note n° 130, octobre 2026.

Il y a quarante ans, on s'inscrivait à l'université en faisant la queue devant les guichets. En Île-de-France, le Minitel a pris le relais avec le serveur RAVEL, testé en 1987 puis généralisé en 1990 aux académies de Créteil, Paris et Versailles. À partir de 2009, la plateforme nationale Admission post-bac (APB) a fait classer leurs vœux aux candidats, mais elle recourait au tirage au sort dans quelques filières saturées. La polémique a conduit, en 2018, à la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants, qui a créé Parcoursup.¹³

Parcoursup a supprimé le tirage au sort. Il a aussi supprimé le classement des vœux : les candidats reçoivent des propositions au fil de l'eau et doivent arbitrer entre elles pendant des semaines, voire des mois. C'est ce qui rend la procédure si longue et si anxiogène, avec des listes d'attente qui bougent chaque jour.

Pourquoi la pression s'est déplacée

Nous avons voulu mener toute une génération au baccalauréat, et nous y sommes parvenus. En 1961, 11,2 % d'une génération obtenait le bac ; 25,9 % en 1980, 51,1 % en 1992, 62,8 % en 2000 et 80,1 % en 2025, après un pic de 86,7 % en 2020, l'année du Covid où les épreuves furent remplacées par le contrôle continu.¹⁴



Dans le même temps, le taux de réussite à l'examen est passé d'environ deux candidats sur trois en 1980 à plus de neuf sur dix aujourd'hui. Quand j'ai passé mon bac en 1992, environ sept candidats sur dix le réussissaient. L'examen ne trie plus ; le tri s'est déplacé vers Parcoursup. Or les amphithéâtres, les salles et le nombre de professeurs ne sont pas extensibles.

L'enseignement privé s'est engouffré dans la brèche, avec ses écoles de commerce et ses écoles d'ingénieurs payantes : il accueille désormais plus d'un étudiant sur quatre, 25,8 % des 3,05 millions d'étudiants de 2025-2026.¹⁵ Ce choix est souvent un choix contraint, et il a un prix pour les familles.

¹³ Denis Sokolov, chercheur postdoctoral à l'Inria et au CREST, et Julien Combe, professeur au département d'économie de l'École polytechnique (CREST), « Quotas dans Parcoursup : les limites du dispositif actuel et des pistes pour l'améliorer », *Notes IPP* n° 130, octobre 2026. Les simulations portent sur 886 585 candidats et 21 414 formations de la phase principale 2024.

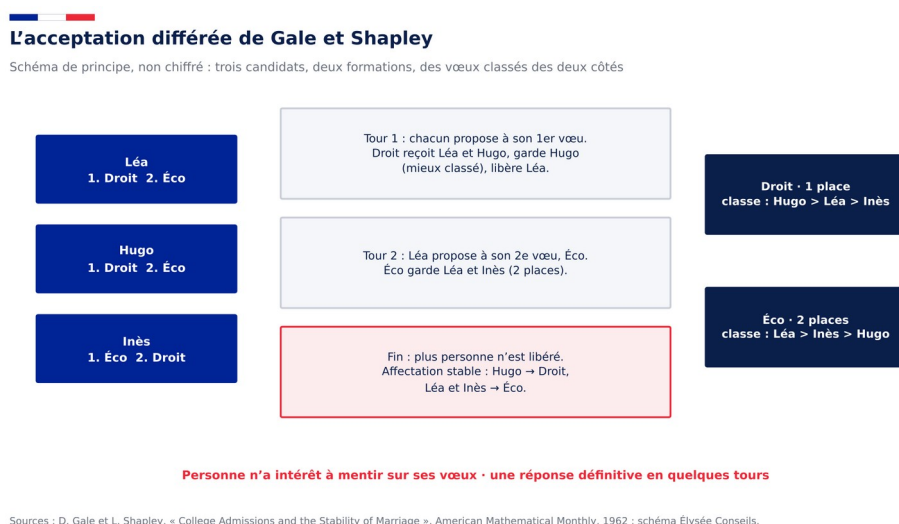
¹⁴ Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (loi ORE), qui a créé Parcoursup et introduit les taux minimaux de boursiers et de candidats du secteur (article L. 612-3 du code de l'éducation).

¹⁵ DEPP, *Tableaux statistiques : rétrospective du baccalauréat 1960-2004 et proportion de bacheliers dans une génération* ; Insee, *France, portrait social*, « Niveau d'éducation de la population » ; DEPP, « Le baccalauréat 2020 – session de juin » ; DEPP, Note d'Information n° 26.05 (session 2025). Le taux de réussite rapporte les admis aux candidats présents.

Une injustice sociale persistante

L'accès à l'enseignement supérieur reste fortement lié à l'origine sociale : environ 35 % des jeunes issus des 20 % de familles les plus modestes y accèdent, contre près de 90 % de ceux des 10 % les plus aisées.¹⁶ Dans les grandes écoles, 64 % des étudiants sont issus d'un milieu très favorisé.¹⁷ La complexité de Parcoursup aggrave ces écarts : des familles aisées paient des consultants pour s'y retrouver, quand d'autres n'ont ni les codes ni les réseaux.

Première réforme : des vœux classés dès le départ



La solution est connue des économistes depuis plus de soixante ans. En 1962, les mathématiciens américains David Gale et Lloyd Shapley ont décrit l'algorithme d'« acceptation différée ».¹⁸ Chaque candidat classe ses vœux, chaque formation classe ses candidats. Le candidat propose d'abord son premier choix ; la formation garde provisoirement les meilleurs et libère les autres, qui passent à leur choix suivant, et ainsi de suite. On aboutit à une affectation stable, et aucun candidat n'a intérêt à mentir sur ses préférences.

Ces travaux ont valu le prix Nobel d'économie 2012 à Lloyd Shapley et Alvin Roth ; David Gale, mort en 2008, n'a pu le recevoir. Le même principe sert à affecter les internes en médecine aux États-Unis et les élèves dans de nombreux systèmes scolaires. Appliqué à Parcoursup, il donnerait à chaque lycéen une réponse définitive en quelques semaines.

À SAVOIR · REVENIR AUX VŒUX CLASSÉS N'EST PAS REVENIR À APB

Le défaut d'APB n'était pas le classement des vœux, mais le tirage au sort dans les filières non sélectives en tension. On peut classer les vœux sans tirer au sort : il suffit que les formations classent les candidats, ce qu'elles font déjà dans Parcoursup.

¹⁶SIES, *Les effectifs étudiants dans l'enseignement supérieur en 2025-2026*, Note Flash n° 2026-17, juillet 2026 : 3,05 millions d'étudiants, dont 25,8 % dans l'enseignement supérieur privé ; les effectifs du privé reculent de 1,7 %, une première depuis 2014.

¹⁷Cécile Bonneau et Sébastien Grobon, *Enseignement supérieur : un accès inégal selon le revenu des parents*, Focus du CAE n° 76, 2021, cité par la Note IPP n° 130 : environ 35 % des jeunes des 20 % de familles les plus modestes accèdent à l'enseignement supérieur, contre près de 90 % parmi les 10 % les plus aisés.

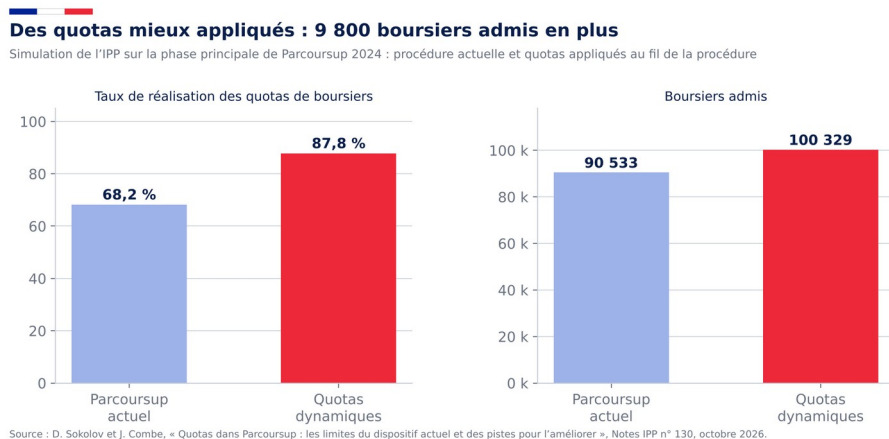
¹⁸France Travail, enquête *Besoins en main-d'œuvre 2026*, menée d'octobre à décembre 2025 auprès de 416 588 établissements : 2,28 millions de projets de recrutement, dont 43,8 % jugés difficiles. Plombiers chauffagistes (10 888 projets, 67 % difficiles) et ouvriers en électricité du bâtiment (10 795 projets, 62 %) : données ouvertes de l'enquête, reprises par le site travail-industrie.com.

Deuxième réforme : la transparence

L'algorithme national de Parcoursup est public, mais les classements des formations restent opaques pour les familles. Nous proposons de publier, pour chaque formation, le nombre de places, le nombre de candidats et, sur les dernières années, les chances d'admission selon le type de baccalauréat et la spécialité. Chaque lycéen pourrait ainsi construire sa liste de vœux en connaissance de cause, sans avoir besoin d'un consultant.

Troisième réforme : des quotas de boursiers qui fonctionnent

Depuis 2018, la loi fixe des taux minimaux de boursiers et de candidats du secteur géographique. En 2024, environ 102 000 places, soit 19 % des quelque 523 000 places, étaient ainsi ciblées pour les boursiers. Mais une note de l'Institut des politiques publiques d'octobre 2026 montre que le dispositif fonctionne mal.¹⁹ Parcoursup applique les quotas en réordonnant une fois pour toutes, avant la procédure, le classement de chaque formation. Quand un boursier bien placé refuse une proposition, un boursier moins bien placé qui l'aurait acceptée peut ne jamais la recevoir.



Résultat : seuls 68,2 % des quotas de boursiers sont atteints en moyenne, et près de 20 % des candidats, plus de la moitié des boursiers, subissent un écart injustifié au classement des formations. En appliquant les quotas au fil de la procédure, en tenant compte des acceptations et des refus, le taux de réalisation passerait à 87,8 %. Le nombre de boursiers admis augmenterait de 90 533 à 100 329, soit près de 9 800 de plus, et les écarts injustifiés disparaîtraient presque entièrement. La réforme ne change ni la loi ni les taux : seulement leur mise en œuvre.

Parcoursup aujourd'hui et avec nos trois réformes

	Aujourd'hui	Avec la réforme
Vœux	Non classés, arbitrages pendant des mois	Classés dès le départ, réponse en quelques semaines
Information	Algorithme public, classements opaques	Places, candidats et chances d'admission publiés par formation
Quotas de boursiers	Appliqués avant la procédure : 68 % atteints, 90 533 boursiers admis	Appliqués au fil de la procédure : 88 % atteints, 100 329 admis

Source : IPP, Note n° 130 (simulations sur Parcoursup 2024) ; Élysée Conseils.

¹⁹Homepros, « Champions Group strikes \$2.5 billion Blackstone deal », 17 février 2026 (valorisation estimée par la presse ; Blackstone n'a pas publié le montant) ; CFNEWS, « Batibig monte un LBO ter », juillet 2026 ; Freshfields, communiqué du 22 juillet 2026 (plus de 2 000 salariés, plus de 300 000 interventions par an) ; Homepros, mai 2025, pour Redwood Services (environ 1,1 milliard de dollars).

Réponses aux objections

« Classer ses vœux dès le départ, c'est ajouter du stress. »

Le stress d'aujourd'hui dure des mois, au rythme des listes d'attente. Classer ses vœux une fois, en connaissant les places et les chances d'admission de chaque formation, est plus serein qu'arbitrer chaque soir entre des propositions qui arrivent au compte-gouttes.

« Les formations sélectives perdront la main sur leur recrutement. »

Non. Elles continuent d'examiner les dossiers et de classer les candidats. Seule change la manière dont l'algorithme combine leurs classements avec les vœux des candidats.

« Les quotas de boursiers se font au détriment du mérite. »

C'est l'inverse avec notre proposition : selon l'IPP, l'application des quotas au fil de la procédure fait passer de près de 20 % à 0,1 % la part des candidats écartés sans justification par rapport au classement des formations. Les classements pédagogiques sont mieux respectés, et les quotas mieux atteints.

🎯 LA PROPOSITION

Réformer Parcoursup sans le casser : vœux classés dès le départ selon le principe de Gale et Shapley, publication des places et des chances d'admission par formation, et application des quotas de boursiers au fil de la procédure.

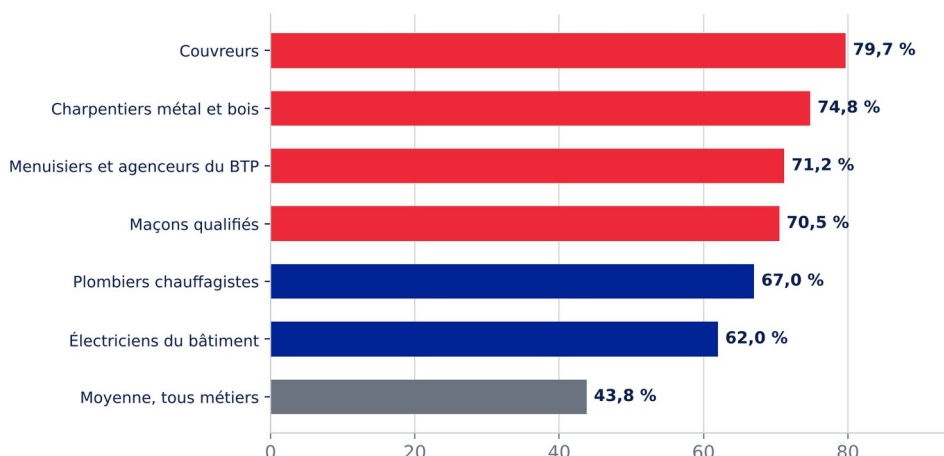


CHAPITRE 4

Tout le monde n'a pas vocation à faire bac+5

Les métiers du bâtiment peinent à recruter

Part des projets de recrutement jugés difficiles par les employeurs en 2026, en %



Source : France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (plombiers et électriciens : données ouvertes BMO, valeurs arrondies).

79,7 %

des recrutements de couvreurs jugés difficiles en 2026

1,2 Md€

valorisation de Batibig, PME rachetée 1 € en 2005

93 %

de sorties positives dans les écoles de production



L'ESSENTIEL

En 1992, 51 % d'une génération obtenait le bac, et le pays ne s'en portait pas plus mal.

Les métiers manuels sont introuvables, non délocalisables et difficiles à automatiser.

Les plus grands financiers du monde l'ont compris : c'est le regard de la société qu'il faut changer.

Le courage de le dire

Reprenons le tableau du chapitre précédent. Quand j'ai passé mon bac, en 1992, 51 % d'une génération l'obtenait, et l'on ne s'en portait pas plus mal. Le pays avait des ingénieurs, des chercheurs, des médecins, mais aussi des artisans, des techniciens et des ouvriers qualifiés fiers de leur métier.

Il faut avoir le courage de le dire aux jeunes : il n'y a aucun problème à choisir une filière technique ou un métier manuel. Ces métiers ne sont pas délocalisables, l'intelligence artificielle et la robotique auront le plus grand mal à les remplacer, et la rénovation énergétique leur assure une demande massive pour des années.

Des métiers introuvables

Trouver un plombier, un menuisier ou même un électricien devient très compliqué. L'enquête de France Travail sur les besoins en main-d'œuvre le confirme : en 2026, 43,8 % des 2,28 millions de projets de

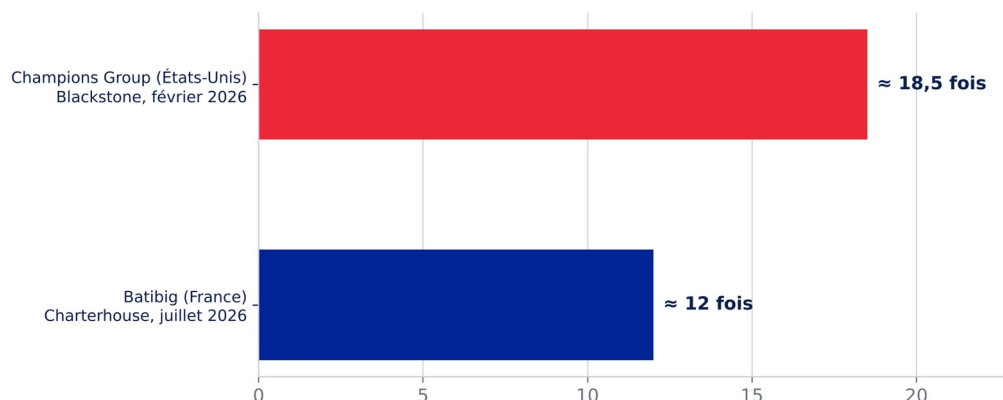
recrutement sont jugés difficiles par les employeurs. Pour les couvreurs, la proportion atteint 79,7 % ; pour les charpentiers, 74,8 % ; pour les maçons qualifiés, 70,5 % ; pour les plombiers chauffagistes, 67 %.²⁰

Quand Wall Street rachète les artisans



Wall Street achète les artisans au prix fort

Valorisation rapportée au résultat brut d'exploitation (multiple d'EBITDA) lors de rachats récents



Sources : Homepros, 17 février 2026 (estimation de presse, montant non publié par Blackstone) ; CFNEWS, juillet 2026.

Les plus grands financiers du monde l'ont compris avant nos responsables politiques. Aux États-Unis, Blackstone a annoncé en février 2026 le rachat de Champions Group, qui réunit plus de vingt entreprises de chauffage, de climatisation, de plomberie et d'électricité ; l'opération valoriserait le groupe autour de 2,5 milliards de dollars, soit environ 18,5 fois son résultat d'exploitation. En 2025 déjà, Redwood Services avait été rachetée environ 1,1 milliard de dollars.²¹

En France, l'histoire de Batibig est exemplaire. Rachetée à l'euro symbolique en 2005, cette PME du bâtiment est devenue un groupe de maintenance et de rénovation de plus de 2 000 salariés, qui réalise plus de 300 000 interventions par an. Le fonds britannique Charterhouse l'a valorisée 1,2 milliard d'euros à l'été 2026, soit douze fois son résultat d'exploitation. Le premier gestionnaire d'actifs mondial, BlackRock, a lancé en mars 2026, par sa fondation, un programme de 100 millions de dollars pour former 50 000 électriciens, plombiers et techniciens en cinq ans.²²



CONVICTION

« Quand Wall Street rachète les artisans, c'est que ces métiers valent de l'or. »

Changer le regard, pas seulement le salaire

Mes enfants iront jusqu'au bac et feront peut-être quelques études supérieures. Mais dans trois ans, nous nous reposerons la question : selon le métier souhaité, cinq années d'études seront-elles encore utiles face aux progrès de l'intelligence artificielle et de la robotique ? Mon neveu, lui, est entré en CAP cuisine à

²⁰BlackRock Foundation, programme *Future Builders*, annoncé le 11 mars 2026 : 100 millions de dollars sur cinq ans pour former 50 000 travailleurs qualifiés (électriciens, plombiers, techniciens en génie climatique).

²¹Fédération nationale des écoles de production et Fondation TotalEnergies, chiffres au 31 décembre 2025 : 77 écoles dans 11 régions, plus de 2 300 jeunes, 89 % de réussite au CAP, 91 % au bac professionnel, 93 % de sorties positives ; plus de 13 000 élèves formés depuis leur création. Patrick Carret, directeur général de la FNEP, entretien à la Banque des Territoires, juin 2026.

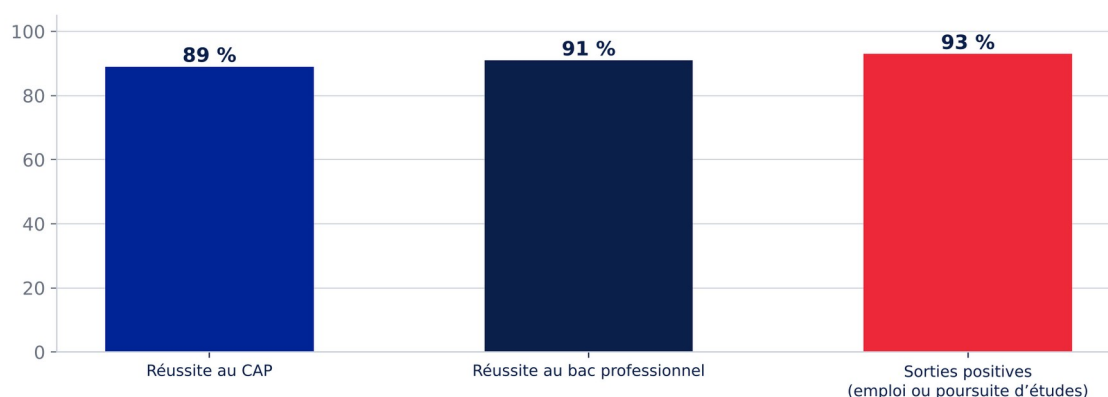
²²Régions de France, cité par Batinfo, « Lycées : les régions défendent leurs investissements et alertent sur les coupes du budget 2027 », octobre 2026 : 3 700 lycées, 4,4 Md€ de fonctionnement et 2,6 Md€ d'investissement en 2026, et une coupe d'un milliard d'euros prévue pour les régions dans le projet de budget 2027.

14 ans, par passion. Ce n'est pas le salaire de ces métiers qu'il faut revaloriser, car beaucoup paient bien, mais le regard que la société porte sur eux.

Des voies existent déjà et réussissent. Les écoles de production, par exemple, forment des jeunes dès 15 ans en leur faisant fabriquer de vrais produits pour de vrais clients ; elles obtiennent 89 % de réussite au CAP et 93 % de sorties positives (chapitre 8).²³

« Faire pour apprendre » : des résultats qui parlent

Réseau des écoles de production, résultats au 31 décembre 2025, en %



Source : Fondation TotalEnergies et Fédération nationale des écoles de production (77 écoles, plus de 2 300 jeunes).

- **Orienter tôt et sans honte** : présenter les métiers manuels et techniques dès le collège, avec des professionnels en classe.
- **S'appuyer sur ce qui marche** : soutenir l'apprentissage et les écoles de production, réinvestir les ateliers des lycées professionnels.
- **Valoriser les réussites** : concours des métiers, maîtres d'apprentissage reconnus, parcours de chefs d'entreprise artisanale.



LA PROPOSITION

Revaloriser l'image des métiers manuels et techniques : orientation dès le collège avec des professionnels, soutien aux voies qui réussissent (apprentissage, écoles de production, lycées professionnels réinvestis), et fin du discours qui fait du bac+5 la seule réussite.

²³La Gazette des communes, « Lycées : derrière les milliards investis, un parc toujours vieillissant », octobre 2026 : 22 Md€ d'investissement des régions dans les lycées publics de 2016 à 2025 (comptes des régions, fonction « lycées publics ») ; 1 206 € par lycée et par an en Île-de-France sur 2022-2025.



CHAPITRE 5

Des lycées et des écoles dignes, un financement fléché

Ce qui entre, ce qui sort : le financement fléché

Schéma de principe : ressources affectées et destinations, montants à pleine montée en charge quand ils sont publiés



Sources : gouvernement, budget 2027 ; IPP, Note n° 129 (septembre 2026) ; calendrier et circuits : Élysée Conseils.

7 Md€

dépensés par les régions pour leurs lycées en 2026

≈ 1,2 Md€dès la 1^{re} année, par le plafond de l'abattement ramené à 3 000 €**5,4 Md€**

par an à terme, abattement supprimé (IPP)



L'ESSENTIEL

Les lycées relèvent des régions, les collèges des départements, les écoles des communes.

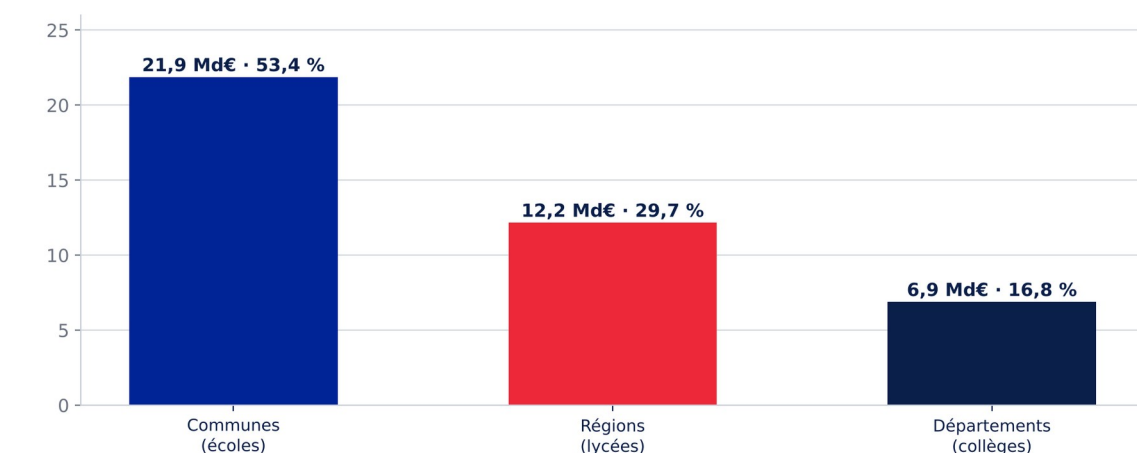
Nous fléchons vers eux la fin progressive de l'abattement de 10 % des retraités les plus aisés, puis vers les universités et la recherche.

Les retraités modestes sont protégés, et l'effort de redressement est partagé par tous les Français.

Qui paie quoi

Qui paie l'école ? Les communes d'abord

Dépense d'éducation des collectivités territoriales en 2022 : 40,9 Md€, en milliards d'euros et en %

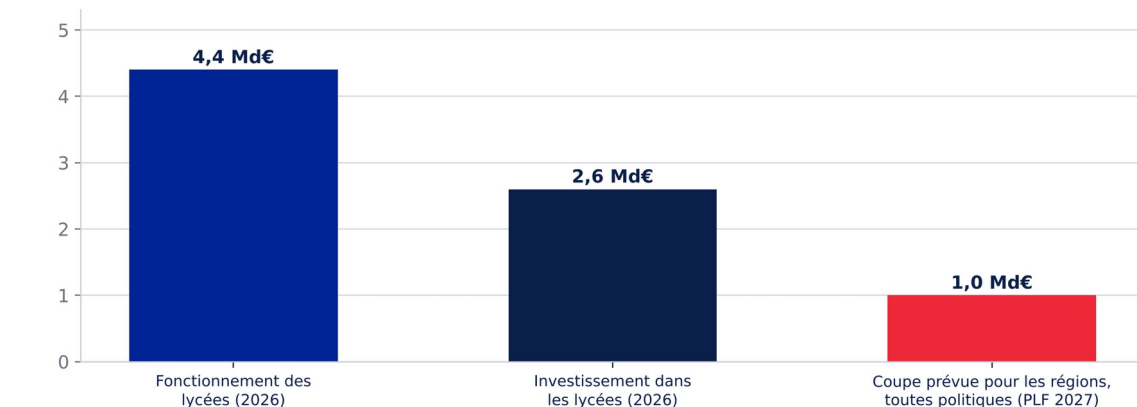


Source : DEPP, note sur la dépense d'éducation des collectivités territoriales (données 2022), via Banque des Territoires, octobre 2023 ; montants calculés à partir des parts publiées.

Le bâti scolaire est décentralisé : les communes ont la charge des écoles, les départements celle des collèges, les régions celle des lycées. En 2022, les collectivités territoriales ont consacré 40,9 Md€ à l'éducation, dont 53,4 % pour les communes, 29,7 % pour les régions et 16,8 % pour les départements.²⁴

Les régions consacrent 7 Md€ par an à leurs lycées

Dépenses des régions pour les lycées en 2026, et effort demandé aux régions dans le projet de budget 2027, en milliards d'euros



Sources : Régions de France, via Batinfo, octobre 2026 (dépenses 2026 et coupe annoncée par l'association des régions).

En 2026, les régions consacrent 4,4 Md€ de fonctionnement et 2,6 Md€ d'investissement à leurs 3 700 lycées. L'enseignement représente près de 18 % de leurs dépenses, au deuxième rang derrière les transports.²⁵ De 2016 à 2025, elles ont investi 22 Md€ dans les lycées publics.²⁶ En Île-de-France, c'est le premier poste du budget régional : 1,9 Md€, dont 1,1 Md€ d'investissement.²⁷ Pourtant, rapportée au

²⁴ Le Monde, « Région : les lycées, premier poste de dépenses dans le budget 2026 », janvier 2026 : budget régional de 5,8 Md€, dont 1,9 Md€ pour l'enseignement secondaire (1,1 Md€ d'autorisations de programme d'investissement).

²⁵ DEPP, note sur la dépense d'éducation des collectivités territoriales (données 2022), synthétisée par la Banque des Territoires, « Les dépenses d'éducation toujours à la hausse », 20 octobre 2023 : 40,94 Md€, dont 53,4 % pour les communes, 29,7 % pour les régions et 16,8 % pour les départements. Les montants en euros sont calculés par Élysée Conseils à partir de ces parts.

²⁶ Gouvernement, Budget 2027 – PLF et PLFSS, dossier de presse du 1er octobre 2026, synthèse, partie VI : « Le plafonnement à 3 000 € de l'abattement de 10 % au titre des frais professionnels des retraités permettra de diminuer d'un quart le coût de cette dépense fiscale qui a progressé de 60 % en quinze ans, en ne concernant qu'un tiers des foyers comportant un retraité. »

²⁷ Patrick Aubert, Sylvain Duchesne, Maxime Tô et Todor Tochev, économistes de l'Institut des politiques publiques, « Comment mettre à contribution les retraités pour le redressement des finances publiques ? », Notes IPP n° 129, septembre 2026. L'abattement, institué par la loi de finances pour 1978 (article 158, 5-a du code général des impôts), est plafonné à 4 439 € par foyer et plancher de 454 € par

nombre d'élèves, l'Île-de-France se classe en queue des régions, avec 1 206 € d'investissement par lycéen et par an entre 2022 et 2025.

Au même moment, le projet de budget 2027 annonce 1,1 Md€ de plus pour l'Éducation nationale, mais prévoit aussi, selon les régions, un milliard d'euros de coupe dans leurs moyens. On ne rénove pas des lycées avec des économies prises sur ceux qui les rénovent.

Ne pas opposer les générations

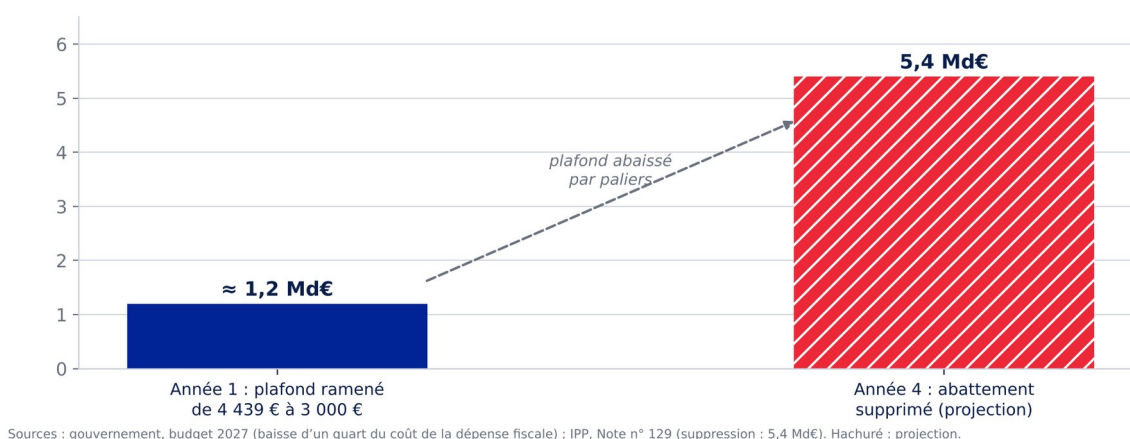
Je n'aime pas opposer les générations. Mais j'ai entendu, sur un plateau de télévision ou de radio, l'idée de faire financer les lycées par la fin de l'abattement fiscal des retraités les plus aisés, et je l'ai trouvée juste pour le symbole : les grands-parents qui en ont les moyens investissent dans l'avenir de leurs petits-enfants. Le gouvernement propose lui-même, dans son budget 2027, de réduire cet abattement. La mesure devrait pouvoir rassembler au-delà des partis, à une condition : que chaque euro aille effectivement à nos lycées.

L'abattement de 10 % : de quoi parle-t-on ?

Institué par la loi de finances pour 1978, l'abattement de 10 % s'applique automatiquement aux pensions de retraite pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Il est plafonné à 4 439 € par foyer et comporte un plancher de 454 € par pensionné.²⁸ Conçu à l'origine comme le pendant de la déduction forfaitaire pour frais professionnels des salariés, il n'a plus de justification économique pour des personnes qui n'ont plus de frais professionnels.

Le gouvernement propose, dans son budget 2027, de ramener le plafond à 3 000 € par foyer. Selon lui, cela réduirait d'un quart le coût de cette dépense fiscale, qui a progressé de 60 % en quinze ans, et ne concernerait qu'un tiers des foyers comptant un retraité.²⁹ Rapporté aux 5,0 Md€ d'impôt sur le revenu que représente l'abattement selon l'IPP, ce quart correspond à environ 1,2 milliard d'euros.

Un rendement qui monte en charge
Produit de la fin de l'abattement de 10 % sur les pensions, en milliards d'euros par an



pensionné pour les revenus 2025. Sa suppression rapporterait 5,4 Md€ : 5,0 Md€ d'impôt sur le revenu et 0,4 Md€ de moindres aides au logement.

²⁸ Direction générale des collectivités locales, *Refonte de la fiscalité locale – foire aux questions* : les communes ont perdu 15,3 Md€ de taxe d'habitation sur les résidences principales, compensés par le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties et par une fraction des frais de gestion perçus par l'État.

²⁹ OCDE, *Résultats de TALIS 2024*, note pays France, 2025 ; DEPP, Note d'Information n° 25.54, octobre 2025. L'enquête porte sur les enseignants de collège.

Nous proposons d'aller au bout de la logique : commencer par le plafond de 3 000 € la première année, puis l'abaisser par paliers jusqu'à supprimer l'abattement en trois à quatre ans. La suppression complète rapporterait 5,4 Md€ par an selon l'Institut des politiques publiques : 5,0 Md€ d'impôt sur le revenu et 0,4 Md€ de moindres aides au logement.



EN PRATIQUE

Un couple de retraités qui perçoit 50 000 € de pensions par an bénéficie aujourd'hui d'un abattement plafonné à 4 439 €. Avec un plafond à 3 000 €, son revenu imposable augmente de 1 439 €. Dans la tranche à 30 %, cela représente environ **430 € d'impôt en plus par an**, soit environ 36 € par mois.

Un retraité seul qui perçoit 24 000 € de pension a un abattement de 2 400 €, inférieur au nouveau plafond : **il ne paie rien de plus** la première année.

Protéger les retraités modestes

L'IPP relève un point de vigilance : comme les aides au logement sont calculées sur le revenu après abattement, la suppression complète réduirait les aides de certains retraités modestes. Cette perte sera compensée dans le cadre du « ménage accompagné », notre proposition du chapitre Logement, afin que l'effort porte bien sur les retraités les plus aisés.



NOS AFFIRMATIONS

Que les choses soient claires : les retraités ne seront pas les seuls mis à contribution. Cette mesure n'est qu'une partie de l'effort de redressement que notre programme demande à tous les Français, actifs, entreprises, administrations et collectivités. Chacun participera selon ses moyens, et cette part-là, au moins, aura une destination connue : l'avenir de nos enfants, et donc celui de notre pays.

Le fléchage dans le temps

Ressources, rendements et destinations

Période	Ressource	Rendement	Destination
Années 1 et 2	Plafond de l'abattement ramené à 3 000 €, puis abaissé	≈ 1,2 Md€ la 1re année	Lycées (régions) et collèges (départements), selon une clé de répartition
Années 3 et 4	Abattement supprimé en trois à quatre ans	jusqu'à 5,4 Md€ par an	Universités
Ensuite	Même ressource	5,4 Md€ par an	Enseignement supérieur et recherche
Années 1 et 2	Taxe d'habitation rétablie	selon les communes	Écoles primaires : fonctionnement, climatisation, personnel
En continu	Économies de gestion (Éducation nationale, immobilier)	Chiffrage partiel	Complément de l'enveloppe

Source : Gouvernement (budget 2027) ; IPP, Note n° 129 ; calendrier : Élysée Conseils.

Pour les lycées et les collèges, la clé de répartition entre régions et départements tiendra compte du nombre d'élèves, de l'état du bâti et du retard d'investissement par élève, pour ne pas pénaliser les territoires comme l'Île-de-France, où l'effort par lycéen reste faible.

Pour les écoles primaires, notre programme rétablit la taxe d'habitation, qui finance l'aménagement local dont tout le monde profite. Les communes en avaient perdu 15,3 Md€ sur les résidences principales.³⁰ Pendant ses deux premières années, elle sera consacrée aux écoles primaires : fonctionnement, climatisation face aux canicules, personnel communal.



LA PROPOSITION

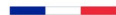
Flécher la fin progressive de l'abattement de 10 % des retraités vers les lycées et les collèges pendant deux ans, puis vers les universités, puis vers l'enseignement supérieur et la recherche ;
consacrer la taxe d'habitation rétablie aux écoles primaires pendant ses deux premières années ;
compenser les retraités modestes par le ménage accompagné.

³⁰Assemblée nationale, question écrite n° 9918 (17e législature) : 3 076 postes sont restés vacants à l'issue des concours d'enseignants du secteur public en 2024, dont 1 350 dans le premier degré et 1 726 dans le second degré.



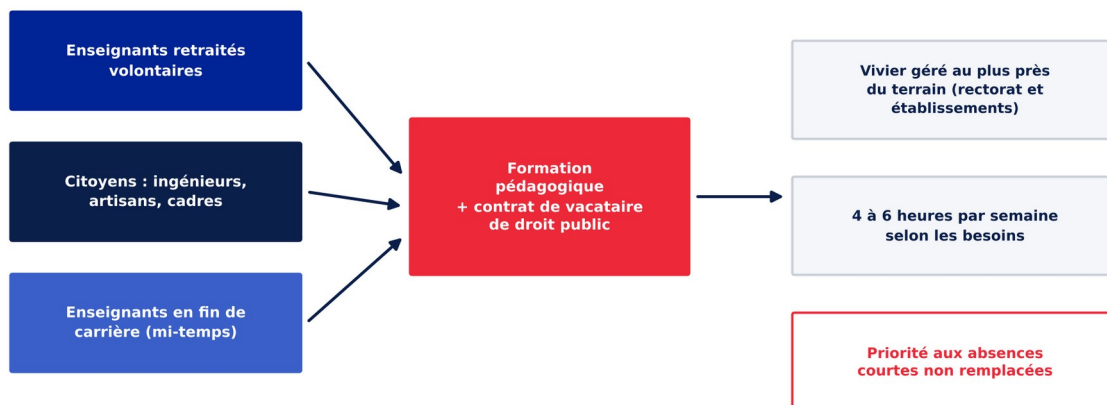
CHAPITRE 6

Une réserve d'enseignants, ouverte aux retraités et aux citoyens



La réserve d'enseignants : qui, comment, pour quoi

Schéma de principe, non chiffré



Source : Élysée Conseils.

12 %

seulement des absences courtes remplacées

3 076

postes non pourvus aux concours du public en 2024

4 %

des enseignants se sentent valorisés par la société



L'ESSENTIEL

Le remplacement échoue surtout sur les absences courtes, faute de viviers disponibles.

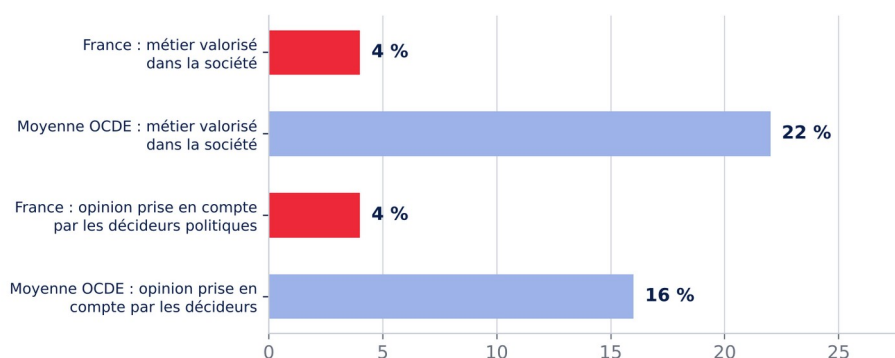
Des enseignants retraités et des citoyens formés peuvent donner quatre à six heures par semaine.

Les élèves y gagnent : l'expérience de longues années de classe ou celle du monde réel.

Un métier en crise d'attractivité

Un métier qui ne se sent plus reconnu

Enseignants de collège d'accord avec chaque affirmation (TALIS 2024), en %



Et 3 076 postes sont restés vacants aux concours enseignants du public en 2024.

Sources : OCDE, TALIS 2024, note pays France ; Assemblée nationale, question écrite n° 9918 (17^e législature).

Les enseignants français aiment leur métier, mais ils ne se sentent plus reconnus : selon l'enquête internationale TALIS 2024, 4 % seulement estiment que leur métier est valorisé dans la société, le taux le plus bas de tous les pays participants, contre 22 % en moyenne dans l'OCDE.³¹ Les concours ne font plus le plein : 3 076 postes sont restés vacants à l'issue des concours du public en 2024.³² Le Haut-commissariat à la stratégie et au plan parle d'une « tendance lourde ».³³

Les remplaçants titulaires manquent eux aussi : les effectifs de titulaires sur zone de remplacement ont baissé de plus d'un tiers en vingt ans, selon la Cour des comptes. C'est pourquoi les absences courtes ne sont remplacées qu'à 12 % : il n'y a tout simplement personne de disponible pour une semaine de cours dans tel collège, tel jour.

La proposition : une réserve, comme pour les armées

Nous proposons une réserve d'enseignants remplaçants, recrutés sous contrat de vacataire de droit public, sur le modèle des réserves militaires et sanitaires :

- **Les enseignants retraités volontaires**, en cumul emploi-retraite, pour quelques heures par semaine. Depuis 2023, le cumul emploi-retraite intégral ouvre de nouveaux droits à pension.³⁴
- **Les citoyens** venus d'autres métiers, ingénieurs, artisans, cadres, entrepreneurs, après une formation pédagogique.
- **Les enseignants en fin de carrière** qui le souhaitent, dans le cadre d'un mi-temps progressif (chapitre 7).

³¹Loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 : depuis le 1^{er} septembre 2023, le cumul emploi-retraite intégral ouvre de nouveaux droits à pension.

³²Décrets relatifs à la composition des gouvernements successifs, *Journal officiel*. Jean-Michel Blanquer (mai 2017-mai 2022), Pap Ndiaye (mai 2022-juillet 2023), Gabriel Attal (juillet 2023-janvier 2024), Amélie Oudéa-Castéra (janvier-février 2024), Nicole Belloubet (février-septembre 2024), Anne Genetet (septembre-décembre 2024), Élisabeth Borne (décembre 2024-octobre 2025), Édouard Geffray (depuis octobre 2025).

³³Eric Mestrallet, entrepreneur, ingénieur de formation, fondateur en 2012 du réseau Espérance banlieues et président du groupe Spes. Entretien à *Libertés*, octobre 2026 : 16 écoles, environ 1 200 élèves, plus de 130 directeurs et professeurs, 500 bénévoles, des écoles de 150 à 170 élèves et des classes de 15.

³⁴Laurent Vronski, directeur général d'Ervor depuis 1994, dernier fabricant français de compresseurs d'air, implanté à Argenteuil ; membre du comité stratégique d'Espérance banlieues. « Pari tenu ! », annonce de l'ouverture du Cours Charlemagne, septembre 2017.

Un professeur de technologie qui a passé sa vie dans l'industrie, ou un ancien professeur d'anglais, peut donner quatre à six heures par semaine. Je l'ai fait moi-même : ma candidature de professeur remplaçant de technologie a été validée le 5 septembre 2026. C'est possible, et l'école y gagne.



EN PRATIQUE • CE QUE PEUT APPORTER LA RÉSERVE

Exemple de calcul : **10 000 réservistes** assurant chacun **5 heures par semaine** pendant **36 semaines** représentent **1,8 million d'heures de cours** par an.

C'est l'équivalent d'environ **17 %** des 10,3 millions d'heures perdues chaque année dans les collèges publics selon la Cour des comptes. Paramètres donnés à titre d'exemple, à discuter avec les rectorats.

Tout le monde y gagne, à commencer par les élèves

Les élèves ont devant eux soit des enseignants riches de longues années de classe, soit des femmes et des hommes venus du monde réel. Les élèves sont toujours friands de ces expériences vécues. Aujourd'hui, un professeur de 24 ans sort directement de l'institut de formation des enseignants, sans aucune autre expérience que l'école. C'est respectable, et c'est parfois une vraie vocation. Mais se priver de l'expérience de personnes plus âgées, qui ont connu l'entreprise, l'atelier ou le chantier, est dommage.

Qui peut entrer dans la réserve

Profil	Condition	Ce qu'il apporte
Enseignant retraité	Volontariat, cumul emploi-retraite	Expérience pédagogique immédiatement mobilisable
Citoyen d'un autre métier	Diplôme adapté, formation pédagogique, contrôle d'honorabilité	Expérience du monde réel, en particulier en technologie et en sciences
Enseignant en fin de carrière	Mi-temps progressif choisi	Transmission aux jeunes collègues, continuité

Source : Élysée Conseils.



LA PROPOSITION

Créer une réserve d'enseignants vacataires de droit public, ouverte aux retraités volontaires et aux citoyens formés, mobilisable quatre à six heures par semaine, en priorité sur les absences courtes non remplacées.

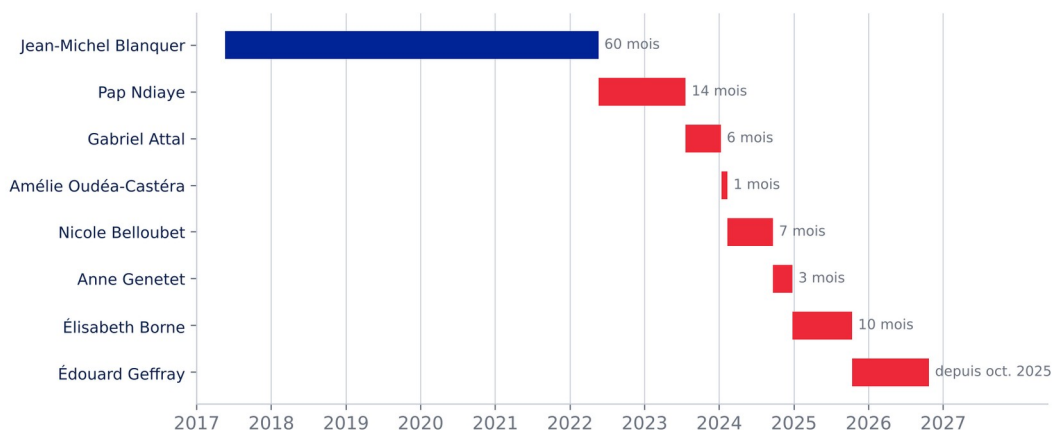


CHAPITRE 7

Autonomie et gouvernance de long terme

Huit ministres de l'Éducation nationale en neuf ans

Ministres de l'Éducation nationale, mai 2017 - octobre 2026 ; sept depuis mai 2022



Sources : décrets relatifs à la composition des gouvernements successifs (Journal officiel) ; durées arrondies au mois.

8

ministres de l'Éducation nationale depuis 2017

7

ministres depuis mai 2022

1 mois

la durée du plus court mandat, en 2024

L'ESSENTIEL

Aucune réforme ne survit à sept ministres en quatre ans, les uns pour les groupes de niveau, les autres contre.

L'État doit se recentrer sur les programmes et l'évaluation ; les établissements doivent choisir leurs méthodes et leurs équipes.

Une loi de programmation sur cinq à dix ans et un ministre stable donnent le temps d'agir.

L'instabilité, premier ennemi de l'école

Depuis mai 2022, l'Éducation nationale a connu sept ministres, dont l'un est resté un mois.³⁵ Les uns ont défendu les groupes de niveau, les autres les ont abandonnés ; la labellisation des manuels a été interrompue puis relancée. Les élèves testés par PISA en 2025 ont traversé tout leur collège sous ce régime. Aucun système, si bien conçu soit-il, ne survit à ce rythme d'alternance.

³⁵ Le Choix de l'école, présentation de l'association : plus de 500 enseignants depuis 2015, plus de 80 000 élèves dans les académies d'Île-de-France, d'Aix-Marseille, de Lille et d'Amiens ; partenaire de l'Éducation nationale et de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Un État stratège, des établissements autonomes

Qui décide quoi : l'école que nous proposons

Schéma de principe, non chiffré : un État stratège, des établissements autonomes, des collectivités partenaires



Source : Élysée Conseils.

Le ministère doit se recentrer sur l'essentiel : des programmes nationaux unifiés, et la garantie que les savoirs sont bien acquis partout sur le territoire, par une évaluation indépendante et régulière. Au-delà, nous voulons des rectorats plus autonomes et de vrais chefs d'établissement, à l'école, au collège et au lycée, qui choisissent leurs méthodes, leurs moyens et leurs équipes. Ils travailleront avec la commune, le département ou la région selon l'établissement, et avec les familles.

Une loi de programmation et un ministre stable

Nous proposons une loi de programmation de l'école sur cinq à dix ans, comme il en existe pour les armées, et un ministre qui reste en place. En cas de remaniement, le ministre de l'Éducation nationale doit rester, sauf faute. Le mode de sélection des ministres sera traité dans notre chapitre sur la réforme de l'État.

Des fins de carrière progressives

Le contrat de droit public, que notre programme prévoit pour les nouveaux entrants dans la fonction publique, permettra aussi de se séparer des enseignants qui ne sont plus à leur place, dans le respect des personnes. Pour les autres, nous proposons une fin de carrière progressive : un mi-temps partagé entre des tâches administratives en rectorat, l'accompagnement des jeunes enseignants et quatre à six heures de classe par semaine. C'est un atterrissage en douceur vers la retraite, et c'est aussi une manière de transmettre.

Cela rejoint une autre de nos convictions : cessons d'employer des jeunes de 24 ans à des tâches administratives. La force de la nation doit être dans le privé, pour créer de la valeur.

Qui décide quoi, aujourd'hui et demain

Échelon	Aujourd'hui	Avec la réforme
Ministère	Programmes, moyens, circulaires, gestion des personnels	Programmes, évaluation, loi de programmation

Échelon	Aujourd'hui	Avec la réforme
Rectorat	Exécution des décisions nationales	Moyens, remplacement, accompagnement des établissements
Établissement	Marges horaires limitées	Méthodes, équipes, emploi du temps
Collectivités	Bâti, cantine, agents	Bâti, cantine, agents, financement fléché

Source : Élysée Conseils.



LA PROPOSITION

Donner l'autonomie aux établissements et aux rectorats, recentrer le ministère sur les programmes et l'évaluation, voter une **loi de programmation sur cinq à dix ans**, maintenir le ministre en cas de remaniement sauf faute, et organiser des **fin de carrière progressives**.



CHAPITRE 8

S'inspirer de ce qui marche

16

écoles Espérance banlieues, classes de
15 élèves

77

écoles de production fin 2025

80 000

élèves ayant eu un enseignant du Choix
de l'école

L'ESSENTIEL

Partout en France, des initiatives obtiennent des résultats là où l'institution peine.

Elles reposent sur des équipes motivées, des effectifs réduits et un lien fort avec les familles ou les entreprises.

L'État doit les observer, les évaluer et généraliser celles qui réussissent.

Espérance banlieues : la discipline d'abord

Le réseau Espérance banlieues a été fondé en 2012 par l'entrepreneur Eric Mestrallet ; la première école a ouvert à Montfermeil.³⁶ Il compte aujourd'hui seize écoles et environ 1 200 élèves, de la maternelle à la troisième, avec des écoles de 150 à 170 élèves et des classes de quinze. À Argenteuil, le Cours Charlemagne a ouvert en septembre 2017 avec le soutien de Laurent Vronski, directeur général d'Ervor, l'entreprise d'Argenteuil qui est le dernier fabricant français de compresseurs d'air.³⁷ On y salue les couleurs, on y chante la Marseillaise, on y vouvoie, on y porte l'uniforme : la discipline d'abord, pour que chacun puisse apprendre.



À SAVOIR

Les écoles Espérance banlieues sont hors contrat et financées principalement par des dons. Elles s'arrêtent à la troisième. Leur modèle nourrit des débats ; nous le retenons comme une source d'inspiration (taille humaine, discipline, lien avec les familles), et non comme un modèle clé en main pour l'école publique.

Les écoles de production : faire pour apprendre

Les écoles de production forment des jeunes dès 15 ans à un CAP ou à un bac professionnel en leur faisant fabriquer de vrais produits pour de vrais clients : deux tiers du temps en production, un tiers en enseignement général. Fin 2025, le réseau comptait 77 écoles dans 11 régions et plus de 2 300 jeunes, avec 89 % de réussite au CAP, 91 % au bac professionnel et 93 % de jeunes qui trouvent un emploi ou poursuivent leurs études. Plus de 13 000 élèves y ont été formés depuis leur création, et le réseau vise 100 écoles en 2028.

³⁶Télémaque, association créée en 2005 sous convention avec le ministère de l'Éducation nationale : double mentorat école-entreprise, dès la 5e en voie générale et dès la 2de en voie professionnelle, pendant cinq à six ans ; environ 3 000 jeunes accompagnés selon son rapport d'activité.

³⁷Haut-commissariat à la stratégie et au plan, *Enseigner : une vocation à reconstruire, un équilibre à restaurer*, cité dans la question écrite n° 9918 : la perte d'attractivité des concours est une « tendance lourde ».

Le Choix de l'école : la société civile devant les élèves

L'association Le Choix de l'école accompagne de jeunes diplômés et des actifs en reconversion vers le métier d'enseignant dans les quartiers prioritaires, au primaire, au collège et au lycée professionnel, et les forme pendant leurs deux premières années. Depuis 2015, plus de 500 personnes sont devenues enseignants par cette voie, et plus de 80 000 élèves ont eu l'un d'eux comme professeur.³⁸ C'est la preuve que la société civile peut renforcer l'école, à condition d'être formée et accompagnée : c'est l'esprit de notre réserve d'enseignants.

Télémaque : le double mentorat école-entreprise

L'association Télémaque accompagne pendant cinq à six ans des jeunes motivés issus de territoires fragiles, par un double mentorat : un professionnel en entreprise et un enseignant de l'établissement. Environ 3 000 jeunes en bénéficient aujourd'hui, avec le soutien de près de 300 entreprises, fondations et acteurs publics.³⁹

Quatre initiatives qui réussissent

Initiative	Principe	Échelle	Ce que l'école publique peut en retenir
Espérance banlieues	Écoles de quartier, discipline, classes de 15	16 écoles, ≈ 1 200 élèves	Taille humaine, autorité, lien avec les familles
Écoles de production	Faire pour apprendre, vraies commandes	77 écoles, > 2 300 jeunes	Ateliers au cœur de la voie professionnelle
Le Choix de l'école	Reconversion vers l'enseignement, accompagnement	> 500 enseignants, > 80 000 élèves	Recruter hors concours et former sur le terrain
Télémaque	Double mentorat école-entreprise	≈ 3 000 jeunes	Ouvrir l'école aux professionnels

Source : Espérance banlieues (Libertis, 2026) ; FNEP ; Le Choix de l'école ; Télémaque.

LA PROPOSITION

Observer, évaluer et généraliser les initiatives qui réussissent, par une évaluation indépendante, et donner aux établissements publics autonomes la liberté de s'en inspirer.

³⁸Le tonneau des Danaïdes. Dans la mythologie grecque, le roi Danaos avait cinquante filles, mariées de force à leurs cinquante cousins. Sur ordre de leur père, elles tuèrent leurs époux la nuit des noces ; une seule, Hypermnestre, épargna le sien. Les quarante-neuf autres furent condamnées aux Enfers à remplir éternellement un tonneau percé. L'expression désigne une tâche sans fin et une dépense qui ne produit rien.

³⁹Institut des politiques publiques, *Quelle démocratisation des grandes écoles depuis le milieu des années 2000 ?*, rapport n° 30, janvier 2021 : 64 % des étudiants des grandes écoles sont issus d'une catégorie sociale très favorisée (données 2016-2017).



QUESTIONS FRÉQUENTES

Les objections, et nos réponses**Classer l'éducation en investissement, n'est-ce pas une manière de cacher de la dette ?**

Non. Il ne s'agit pas d'exclure ces dépenses du déficit, mais de les présenter pour ce qu'elles sont : des dépenses dont les effets durent des décennies. Le budget est présenté hors retraites, sur une trajectoire pluriannuelle et avec ses résultats. C'est plus de transparence, pas moins.

Pourquoi faire payer les retraités ?

Nous ne faisons pas payer « les retraités », mais nous supprimons progressivement un avantage fiscal qui n'a plus de justification, en commençant par les foyers les plus aisés : la première année, seul un tiers des foyers de retraités est concerné. L'effort de redressement est demandé à tous les Français, et cette part-là a une destination connue.

Les retraités modestes seront-ils touchés ?

La première année, non : le plafond à 3 000 € ne concerne que les foyers dont les pensions dépassent environ 30 000 € par an. À terme, la suppression réduirait certaines aides au logement ; cette perte sera compensée par le ménage accompagné.

Un citoyen sans concours peut-il enseigner ?

Oui, après une formation pédagogique et un contrôle d'honorabilité, comme le font déjà les contractuels et les enseignants accompagnés par Le Choix de l'école. La réserve vise des besoins ponctuels, quatre à six heures par semaine, en priorité sur les absences courtes, aujourd'hui remplacées à 12 % seulement.

Revenir aux vœux classés, n'est-ce pas revenir à APB ?

Non. Le défaut d'APB était le tirage au sort, pas le classement des vœux. Avec des vœux classés et des formations qui classent leurs candidats, l'algorithme de Gale et Shapley donne une affectation stable et rapide, sans tirage au sort.

Dire que tout le monde n'a pas vocation à faire bac+5, n'est-ce pas renoncer à l'ambition ?

C'est le contraire. L'ambition, c'est que chaque jeune trouve la voie où il réussira. Les métiers manuels et techniques sont recherchés, bien payés et difficiles à automatiser ; les présenter comme un échec est une erreur que paient les jeunes et les entreprises.

L'autonomie des établissements ne va-t-elle pas creuser les inégalités ?

Les programmes restent nationaux et l'évaluation devient indépendante et publique. L'autonomie porte sur les méthodes et les équipes ; les moyens fléchés tiennent compte du retard d'investissement par élève. C'est aujourd'hui, avec un système centralisé, que la France reste l'un des pays de l'OCDE où l'origine sociale pèse le plus sur les résultats.



CONCLUSION

Rendre l'avenir à nos enfants

En 1990, les lycéens demandaient des locaux dignes et des professeurs devant eux. En 2026, ils demandent la même chose. Entre les deux, la France a mené presque toute une génération au baccalauréat, mais elle a laissé s'effondrer le niveau de ses élèves, s'étirer la file d'attente de Parcoursup et se vider les viviers de ses professeurs.

Nos solutions ne demandent pas de révolution. Elles demandent de la constance : un impôt fléché qui arrive à destination, un budget présenté pour ce qu'il est, un Parcoursup plus rapide et plus juste, des métiers manuels respectés, une réserve d'enseignants, des établissements autonomes et un ministre qui reste. Elles demandent aussi de dire la vérité aux Français sur ce que coûte l'avenir, et sur qui le paie.



CONVICTION

« *Un pays qui n'investit pas dans sa jeunesse n'a aucun avenir.* »

Philippe Agnelli, président d'Élysée Conseils



ANNEXE

Glossaire et bibliographie

Glossaire

Sigle	Signification
APB	Admission post-bac, plateforme d'inscription dans l'enseignement supérieur de 2009 à 2017
BMO	Besoins en main-d'œuvre, enquête annuelle de France Travail
CAE	Conseil d'analyse économique
CAS Pensions	Compte d'affectation spéciale qui retrace les pensions des fonctionnaires de l'État
DEPP	Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (ministère de l'Éducation nationale)
EBITDA	Résultat brut d'exploitation, avant intérêts, impôts et amortissements
IPP	Institut des politiques publiques
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances du 1er août 2001
ORE	Loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants du 8 mars 2018
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves (OCDE)
PLF	Projet de loi de finances
RAVEL	Recensement automatisé des vœux des élèves, sur Minitel, en Île-de-France
SIES	Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (enseignement supérieur)
TALIS	Enquête internationale de l'OCDE sur l'enseignement et l'apprentissage
TZR	Titulaire sur zone de remplacement

Source : Élysée Conseils.

Bibliographie

Statistique publique

- DEPP, Notes d'Information n° 26.39 et 26.40, PISA 2025, septembre 2026.
- DEPP, rétrospective du baccalauréat 1960-2004 ; « Le baccalauréat 2020 » ; Note d'Information n° 26.05.
- Insee, *France, portrait social*, « Niveau d'éducation de la population ».
- SIES, Note Flash n° 2026-17, effectifs étudiants 2025-2026.
- France Travail, enquête *Besoins en main-d'œuvre 2026*.
- OCDE, *Résultats de TALIS 2024*, note pays France.
- DEPP, dépense d'éducation des collectivités territoriales (données 2022).

Rapports et études publics

- La Cour des comptes, *Le temps d'enseignement perdu par les élèves au collège*, décembre 2025.

- Conseil d'analyse économique, *Cap sur le capital humain pour renouer avec la croissance de la productivité*, note n° 75, septembre 2022.
- Institut des politiques publiques, Notes n° 129 (septembre 2026) et n° 130 (octobre 2026) ; rapport n° 30 sur les grandes écoles (janvier 2021).
- Gouvernement, dossier de presse *Budget 2027 – PLF et PLFSS*, 1er octobre 2026.
- Direction générale des collectivités locales, *Refonte de la fiscalité locale – foire aux questions*.
- D. Gale et L. Shapley, « College Admissions and the Stability of Marriage », *American Mathematical Monthly*, 1962.

Textes juridiques

- Loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances.
- Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants.
- Loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023.
- Code général des impôts, article 158, 5-a (abattement de 10 % sur les pensions).

Presse, institutions et acteurs

- AFP, franceinfo, *L'Étudiant*, *La Gazette des communes*, *Le Moniteur*, Batinfo, Banque des Territoires (2023-2026).
- Homepros, CFNEWS, Freshfields (opérations de capital-investissement, 2025-2026).
- Espérance banlieues, Fédération nationale des écoles de production, Le Choix de l'école, Télémaque.



ÉLYSÉE CONSEILS · DOCUMENT OUVERT

Projet 2027 est la rédaction d'un programme pour la présidentielle 2027. Open source, ce programme est mis à disposition de tous les candidats à la présidentielle. Ce document de travail est en construction : vos remarques et vos idées sont les bienvenues à mesidees@elysee-conseils.fr.